



CONSEIL NATIONAL des 3 et 4 décembre 2016

Résolution politique adoptée

Pour la majorité de nos concitoyen-ne-s, la campagne présidentielle va débiter en janvier. Jean-Luc Mélenchon abordera cette nouvelle période fort du travail politique accompli depuis février. Il occupe une position centrale, il est le mieux à même de changer la donne en 2017. Nous disions à notre CN de janvier dernier, qu'il existait une voie étroite pour gagner, aujourd'hui elle se dessine plus nettement. Le succès est à la portée du candidat et de la campagne France Insoumise. La candidature de Jean-Luc Mélenchon apparaît en effet à des secteurs de plus en plus larges du peuple comme le vote nécessaire et salutaire dans une période marquée par la décomposition du système. Elle peut donc être celle qui gagne.

Des enseignements tirés des États-Unis

Une fois n'est pas coutume, nous pouvons tirer de l'élection présidentielle américaine des enseignements pour la nôtre. Sans doute parce que ce sont désormais tous les peuples du monde, y compris celui de la première puissance, qui réagissent aux méfaits du capitalisme globalisé et financiarisé, à commencer par ceux du libre-échange. La période est décidément instable. Elle est propice aux bouleversements, mais les formes qu'ils prennent peuvent différer du tout au tout. Ils peuvent avantager le camp de la révolution citoyenne comme le camp le plus réactionnaire et autoritaire. La victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine s'inscrit dans ce cadre. Dans un contexte marqué par la démobilisation et la hausse de l'abstention, les électeurs ont voté pour un candidat raciste, sexiste et climato-sceptique mais qui a su se grimer en opposant du libre-échange et en définitive en « protecteur » des emplois aux États-Unis.

Sa tâche a d'autant plus été facilitée qu'à l'inverse, Hillary Clinton a été vécue, justement, comme la candidate du « système », de l'oligarchie financière, du libre-échange et de Wall Street. C'est d'ailleurs moins Trump qui a gagné que Clinton qui a perdu. Même si elle a au final 2 millions de voix de plus, Hillary Clinton n'a pas mobilisé l'électorat populaire dans les États décisifs auquel Sanders avait réussi à parler, ni même une grande partie de celles et ceux qui avaient assuré le succès de Barack Obama.

C'est la première leçon de ce scrutin : face à un candidat d'extrême-droite, Bernie Sanders aurait été davantage en capacité de l'emporter en rassemblant l'électorat populaire qui rejette le système et l'électorat « démocrate » qui ne veut pas d'un danger pour les libertés. Cette logique est-elle applicable en France face à Marine Le Pen ? A fortiori oui si on veut bien considérer que le libéralisme est plus profondément rejeté ici qu'aux États-Unis et que l'attachement aux principes et valeurs républicaines reste une digue solide si on veut bien les incarner. Comme Sanders face à Trump, Jean-Luc Mélenchon a donc plus de chances de l'emporter face à Marine Le Pen qu'un candidat du libéralisme, quel qu'il soit. C'est donc bien le vote nécessaire.

La deuxième leçon : la défaite de Clinton après celle des héritiers de Tony Blair face à Jeremy Corbyn et le désaveu qui a poussé François Hollande à renoncer, marquent la défaite historique de la troisième voie social-libérale. Incapable d'incarner une rupture positive avec le système oligarchique mais au contraire vécue comme un des rouages du néo-libéralisme, elle est devenue inutile. Elle n'est plus le recours contre la droite et l'extrême-droite qui lui aura permis un temps de surnager. Cela change tout par rapport à l'élection de 2012. Le vote « utile » qui avait permis à Hollande de devancer Jean-Luc Mélenchon au premier tour n'est plus : le vote nécessaire pour empêcher un duel entre la droite et l'extrême droite est désormais celui du candidat de la France Insoumise.

La troisième leçon : en éliminant Sanders, les primaires américaines auront empêché au final qu'un candidat capable de l'emporter se présente. Ce système atrophie la démocratie dès lors qu'il impose un choix sans aucune cohérence politique et pousse ensuite les électeurs à l'abstention. Jean-Luc Mélenchon a eu raison de refuser la primaire de la « gauche ». Elle est bien cette machine à perdre que nous dénonçons. Quel que soit le choix en résultant, le candidat sera celui du PS et donc des politiques qui ont été menées pendant ces 5 ans, politiques rejetées par les électeurs. Le remplacement « poste pour poste » de François Hollande par Manuel Valls ne change rien à l'affaire. Tous les ministres de Hollande depuis 5 ans, à commencer par son Premier Ministre, sont tout aussi comptables de la politique qui a sévi depuis le début du mandat.

Les enseignements de la primaire de la droite

La primaire de la droite montre la même accélération de la décomposition politique. En premier lieu, comme pour les élections américaines et le Brexit, c'est l'échec de l'éditocratie sondagière qui se démontre ici de façon éclatante, dans sa prétention à poser dès le départ les vainqueurs et les vaincus d'un scrutin. Les peuples ne se déterminent plus par rapport aux injonctions des tenants médiatiques d'un système qu'ils rejettent. La constance des médias à vouloir installer un match Sarkozy-Juppé s'est révélée être un échec.

Paradoxalement les raisons de la victoire de Fillon à ces primaires peuvent devenir celles de sa défaite devant le suffrage universel. C'est en effet le cœur de l'électorat de droite qui s'est déplacé. D'autant plus qu'il craignait que des électeurs de gauche viennent se mêler de ses affaires. Loin d'empêcher la droite la plus dure de retrouver le devant de la scène, ces primaires l'ont donc installée. Tous les candidats de droite ont rivalisé d'ingéniosité pour produire les programmes les plus antisociaux (remise en cause des 35h, poursuite de la dégradation des conditions d'accès à la retraite, course à l'échalote dans le nombre de suppressions de postes de fonctionnaires, attaques contre le code du travail, contre la sécurité sociale...). Mais c'est François Fillon qui a su profiter de son positionnement réactionnaire, en se mettant à la remorque de la « Manif pour Tous » et de ses thèses homophobes, pour capter cet électorat de droite naturellement le plus mobilisé et pour aspirer l'électorat d'un Nicolas Sarkozy rattrapé par ses affaires et son bilan.

Cette victoire aura un coût. Rien ne prouve en effet que les Français soient désormais gagnés aux idées ultralibérales. Tout prouve même le contraire. Jusqu'au bout, une très large majorité du pays se sera ainsi opposée à la Loi El Khomri, vécue à juste titre comme un démantèlement de la protection sociale. Pourquoi, au printemps prochain, cette résistance au libéralisme, qu'a souvent incarné notre pays depuis 30 ans, s'effacerait-elle pour porter un candidat conservateur et ultralibéral au pouvoir ou même au second tour ? Et ce, au moment même où le néo-libéralisme est affaibli dans les pays qui lui ont donné naissance, les États-Unis mais aussi la Grande-Bretagne du Brexit ?

Un éclatement du vote libéral

La victoire d'un libéral et même ses chances de qualification pour le second tour sont donc fragilisées. D'autant que l'électorat libéral va se répartir entre plusieurs choix, ce qui va désavantager chacun : le candidat social-libéral, quel qu'il soit, sera lesté du bilan gouvernemental et concurrencé par Emmanuel Macron ; le candidat de la droite libérale sera concurrencé par le même Macron mais sans doute aussi par François Bayrou. La candidature Macron est l'option de rechange du système, fruit d'un marketing politique qui mixe un aspect sociétal ouvert, une posture anti système (centrée uniquement sur un caractère anti-partis) et un programme néo-libéral tout ce qu'il y a de plus ancien.

L'ensemble de ces éléments crédibilise donc la qualification de la candidature anti-libérale de Jean-Luc Mélenchon pour le second tour dont le seuil, par la multiplication de candidats de poids similaire (Fillon, Bayrou, Macron, Valls et Le Pen) devrait être bien plus proche de celui – bas – de 2002 que ceux de 2007 ou 2012.

Un vote nécessaire car différent

La nécessité du vote Jean-Luc Mélenchon n'est pas tant contenue dans cette situation d'éclatement des libéraux que dans la rupture qu'il incarne. Il est en effet le seul vote différent et c'est bien sur cette qualité que la campagne va se jouer. Différent sur la 6^e République par la Constituante ; la rupture avec le libre-échange à travers la sortie des traités européens et le refus du TAFTA et du CETA ; le partage des richesses au profit des producteurs et au détriment de la rente capitaliste ; la planification écologique et la transition énergétique partant des économies d'énergies, de la sortie des énergies carbonées et celle programmée du nucléaire ; l'école de l'égalité et de l'émancipation ; la laïcité comme outil pour garantir la liberté de conscience et l'égalité des droits ; le renforcement des services publics y compris locaux indissociables du pacte républicain ; la relance de l'emploi et de l'activité par le partage du travail et des projets écologiquement et socialement utiles comme l'économie de la mer ; une politique étrangère indépendantiste.

Sur chacun de ces thèmes, le programme *L'Avenir en commun* se révèle la seule alternative à la prolongation du pire. Après la réussite de la Convention programmatique de la France Insoumise des 15 et 16 octobre à Lille, Jean-Luc Mélenchon est désormais reconnu comme le candidat de l'écologie politique et de la rupture avec l'ordo-libéralisme. *L'Avenir en commun*, écrit sur la base du programme *L'Humain d'abord* de 2012, avec les milliers de contributions d'insoumis-e-s et des organisations politiques qui le soutiennent, en est l'expression. C'est grâce à ce travail que Jean-Luc Mélenchon sera en capacité de conforter celles et ceux qui déjà veulent s'engager avec lui mais aussi de gagner les innombrables citoyen-ne-s qui, à cause du quinquennat de François Hollande, se disent revenu-e-s de tout. La phase de popularisation du programme *L'Avenir en commun* après sa sortie en librairie début décembre, et le travail de consolidation via les livrets thématiques et les ateliers législatifs sont donc essentiels. Le PG mettra à disposition toutes ses capacités militantes pour y œuvrer.

Un vote qui fédère

Mais la bataille sera rude. À la hauteur de la confusion entretenue par le Front National et les médias qui l'installent comme seul porteur de radicalité. Marine Le Pen en joue, en se posant comme extérieure à toute latéralité gauche-droite alors qu'elle incarne les thèses les plus classiques de l'extrême droite des années 30, masquant derrière un discours social, la protection autoritaire et xénophobe d'un système oligarchique auquel elle appartient.

Il faudra donc toutes les énergies citoyennes et toutes les forces disponibles que nous sommes capables de fédérer pour espérer l'emporter. La campagne de la France Insoumise, via la plateforme qui porte son nom et les milliers de groupes d'appui, avance vers cet objectif avec succès. Signes positifs, des formations ou courants ont rejoint le PG dans le choix de soutenir la campagne de Jean-Luc Mélenchon : NGS, communistes insoumis, l'appel « Front commun ». Après les militants d'Ensemble, ceux du PCF ont à leur tour choisi la voie de l'espoir en soutenant finalement la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'est un pas supplémentaire en avant, et le signe de la dynamique de la campagne du candidat que nous soutenons et de la France Insoumise. Cette dynamique devra pouvoir se traduire à la fois à la présidentielle et aux législatives : il faut non seulement chercher à atteindre le plus haut résultat possible à la présidentielle, mais aussi à faire élire dans le même élan des député-e-s soutenant cette ambition d'alternative au sein de l'Assemblée nationale, qui formeraient une majorité parlementaire en cas de victoire.

A tou-te-s les militant-e-s, signataires ou non de l'appel « Front commun », qui reconnaissent la nécessité d'une campagne commune liant en cohérence, dans un même programme et un même élan populaire, les présidentielle et législatives, et qui souhaitent un cadre commun pour cette campagne, le Parti de Gauche dit que la France Insoumise peut être ce cadre. La France Insoumise ne se présente pas comme un parti, ni une organisation, mais un cadre ouvert de campagne qui ne présuppose pas de dissolution des organisations en son sein ni la forme d'un mouvement qui pourrait naître après la séquence électorale. Son espace politique accueille d'ailleurs déjà des partis et groupes politiques se reconnaissant dans son programme, ses formes d'adhésion directe : groupes d'appui, assemblées de circonscription, charte politique. Celle-ci, sorte de carte d'identité de la FI, met en mots cette ambition d'une campagne à la fois cohérente et ouverte, fondée sur la participation de toutes celles et tous ceux qui souhaitent s'y engager, militant-e-s politiques ou non, dans le respect de leur diversité et de leurs éventuelles appartenances. C'est pourquoi le Parti de Gauche signe et appelle à signer cette charte qui définit quelques règles simples pour s'assurer que la campagne législative de 2017 sera bien une campagne nationale et se fera bien sous la même étiquette que celle de la présidentielle.

Nous sommes convaincu-e-s qu'ils sont nombreux, parmi celles et ceux qui se revendiquent de l'héritage du Front de Gauche mais aussi, au-delà, qui appartiennent aux mouvances écologistes, socialistes et républicaines de gauche, à pouvoir se retrouver et se rassembler dans la dynamique toujours plus forte et populaire de la campagne France Insoumise. Le PG, qui met ses forces au service de cette campagne depuis son commencement, travaillera à les convaincre de faire ce choix. C'est non seulement une garantie de plus pour le succès de la campagne de Jean-Luc Mélenchon mais aussi pour la recomposition politique à laquelle nous aspirons et dont nous espérons que la campagne soit un accélérateur décisif.

Un Parti de Gauche au service de la campagne

Dès janvier, le Parti de Gauche s'est mis pleinement au service de la campagne de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise, que ce soit sur le plan militant, organisationnel et financier. À l'heure où cette campagne va s'accélérer, notre parti va accroître encore son engagement. En toute transparence, de façon ouverte et accueillante, nous allons continuer à mobiliser toutes les qualités et compétences militantes, logistiques et organisationnelles de notre parti pour la campagne. Nous allons notamment continuer à contribuer à l'implantation et la mise en mouvement des groupes d'appui et des assemblées de circonscription. Ce sont en effet les gages de l'implication citoyenne et de l'efficacité de France Insoumise.

Dans le même temps, le Parti de Gauche va continuer à creuser le sillon des chantiers qu'il a ouverts. Ainsi le travail sur les sommets du Plan B : après celui – réussi – de Copenhague, nous serons présents au prochain sommet de Rome en mars qui, en cette année d'élections françaises et allemandes, sera d'autant plus important. Nous devons aussi continuer à enrichir nos travaux sur l'écosocialisme dans la lignée des Assises écosocialistes qui ont marqué le travail programmatique du PG et donc aidé et largement contribué à celui de la France Insoumise.

Enfin, le Parti de Gauche doit plus que jamais être le parti des luttes. Les aider et les soutenir est de notre responsabilité de militants politiques. Les luttes ne sont d'ailleurs pas séparables de l'objectif de la campagne électorale : plus le pays se mobilisera sur le plan social ou écologique, plus il pourra se reconnaître dans Jean-Luc Mélenchon, candidat de l'insoumission. Ainsi nous soutenons activement toutes les luttes en cours, autour des grands projets inutiles et imposés (Notre-Dame-des-Landes, Lyon-Turin, l'autoroute A45, CIGEO...), de la question des services publics, des luttes sociales (Ecopla, Goodyear, Air France, les salariés de la grande distribution...) ou de solidarité envers les réfugiés et les travailleurs sans papiers. Dans les mois cruciaux qui sont devant nous, le Parti de Gauche entend donc bien poursuivre une œuvre utile.